

RÉSOLUTION DU BUREAU NATIONAL

MARDI 21 MARS 2023



À LA BRUTALITÉ SOCIALE ET DÉMOCRATIQUE NE PEUT S'AJOUTER UN « MAINTIEN DE L'ORDRE » BRUTAL ET ARCHAÏQUE

Depuis que le président de la République a décidé d'utiliser le 49.3 pour éviter un vote à l'Assemblée nationale sur sa réforme des retraites, les Français se mobilisent chaque jour, partout en France. Ce sont notamment les jeunes générations qui découvrent des formes de participation à la vie démocratique.

Nous avons défilé à leurs côtés tout le week-end. Malgré la brutalité sociale de cette réforme qui va d'abord pénaliser les salariés qui ont les métiers les plus pénibles et les femmes qui ont les carrières les plus hachées, malgré la brutalité démocratique de ce gouvernement qui, après avoir méprisé les partenaires sociaux, a muselé le Parlement, les Français continuent d'opposer leur sérénité et leur détermination. Nous dénonçons aujourd'hui la façon dont ont été encadrés puis réprimés certains de ces rassemblements pacifiques.

Socialistes et attachés à la République sociale, nous ne pouvons pas accepter la voie que semble avoir emprunté le gouvernement pour répondre au mouvement social. Le Parti socialiste appelle solennellement le ministre de l'Intérieur et ses représentants préfectoraux à garantir un accompagnement serein des manifestations qui ont lieu dans le cadre de la contestation de la réforme des retraites.

A Paris, mais aussi à Nantes, à Strasbourg, à Lille, à Marseille et dans bien d'autres villes, les images, vidéos, témoignages ou articles de presse doivent nous alerter collectivement. Ainsi, en quelques jours, nous constatons : des interpellations innombrables dont la pertinence interroge au regard de l'absence de suites judiciaires ; l'utilisation des méthodes assimilables à celle dite des « nasses » quand il ne s'agit pas de celle-ci dans un contexte qui semble s'affranchir du très strict cadre posé par le conseil d'Etat ; des actes de violence qui se poursuivent au sol à l'égard de simples manifestants ; des violences sexuelles ; des tirs de flashballs sans sommation et à portée de visage ; des insultes et menaces proférées par des agents en uniforme.

Indéniablement, les dispositifs de maintien de l'ordre semblent avoir renoué avec une logique absurde et brutale de confrontation qui débouche sur un usage déraisonnable de la force. S'agit-il d'une inflexion volontaire ? Est-elle destinée à radicaliser certains manifestants afin d'en réaliser une exploitation politique ? Ce Gouvernement, par sa pratique litigieuse de la démocratie, nous conduit à poser la question.

Les policiers et gendarmes, agents du service public, ne sauraient être les otages de logiques politiciennes. Le Parti socialiste tient à leur témoigner de sa considération et de son souci de l'amélioration de leurs conditions de travail. A ce titre, il dénonce notamment l'emploi d'effectifs de sécurité publique, insuffisamment formés au maintien de l'ordre et par conséquent mis en danger. Les trop nombreux blessés dans leurs rangs et la fatigue qui s'accumule ne peuvent laisser silencieux et suscitent notre solidarité comme pour tous les agents publics qui souffrent. Nous condamnons les violences intentionnelles exercées à l'encontre des forces de l'ordre.

Le Parti socialiste tient aussi à témoigner son soutien aux manifestants pacifiques qui ont été injustement la cible d'arrestations inutiles et d'actes de violence inadmissibles dans notre République.

Le Parti socialiste appelle également à un respect inconditionnel de la liberté de manifester qui suppose une modification réelle et durable de la doctrine du maintien de l'ordre. Il redit son attachement à la logique de désescalade, aux stratégies préventives et d'évitement de la violence, à la présence d'officiers de police judiciaire dans les dispositifs de maintien de l'ordre afin de judiciaireiser toutes les atteintes à la loi et à la déontologie. Il souhaite la création d'une instance de contrôle indépendante de l'activité des forces de sécurité intérieure, seul juge de paix à même de protéger, en toute transparence, les policiers et gendarmes dans l'exercice de leur fonction et de consolider la confiance des citoyen.ne.s dans leurs protecteurs. Cette instance, autorité administrative indépendante, pourrait par exemple se prononcer sur l'usage des « Brav-M » qui semblent opérer un glissement vers les brigades de voltigeurs supprimées par Pierre Joxe lorsqu'il succéda à Charles Pasqua.

Le président de la République et son gouvernement doivent assurer la sécurité de nos concitoyens. A la précarisation sociale, il ajoute désormais une gestion brutale et inefficace des questions de sécurité. Nous souhaitons retrouver une République qui assure les fondamentaux d'une vie démocratique aussi diverse que dynamique, à l'image des aspirations de notre pays.

Contact presse
Paul Boucaud-Labouyrie
presse@parti-socialiste.fr



parti-socialiste.fr